



Décision n° 2018-155

autorisant la capture temporaire d'espèces animales
en dérogation aux règles de protection du milieu naturel
ainsi que la circulation et le stationnement de véhicules à moteur

Le directeur de l'établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement, et notamment son article L.331-4-1,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment son article 3 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national ainsi que les modalités 2 et 28 d'application de la réglementation dans le cœur,

Considérant que l'Établissement public du Parc national du Mercantour s'est engagé dans le programme « ALCOTRA CClimaTT » (2017-2020), consacré à l'étude des changements climatiques et de leurs incidences sur l'espace transfrontalier couvrant les parcs nationaux du Mercantour (PNM) et des Ecrins (PNE) ainsi que les territoires des Parcs italiens d'Alpi maritime (EAM), de Gesso e Stura (PFGS) et de l'Unione di Colline di Langa e del Barolo (UCLB),

Considérant que ce programme et les activités scientifiques qui en découlent, contribuent à faire du cœur du parc « un espace de référence scientifique » tel que défini dans les principes fondamentaux arrêtés en 2007 et qu'elle participe à la réalisation des missions de l'Établissement public,

Considérant que le Lagopède alpin constitue une espèce indicatrice des milieux froids arcticoalpins et qu'ils représentent « des relictés glaciaires » en limite Sud de répartition dans les Alpes et les Pyrénées,

Considérant à ce titre, que l'étude de l'espèce et de ses évolutions locales concourt pleinement aux objectifs du programme CClimaTT,

Considérant la convention de partenariat technique entre le Parc national du Mercantour et l'Office national de la Chasse et de la Faune Sauvage pour la mise en œuvre d'un programme de capture et de marquage du Lagopède alpin,

Considérant la mission d'assistance technique confiée au Docteur Eric BELLEAU, vétérinaire, dans le cadre des opérations de capture et de marquage de Lagopède alpin,

Considérant les travaux conduits par le Docteur Frédéric SEBE, Université de Lyon / Saint Étienne, sur les méthodes de marquage et de suivi du Lagopède alpin à l'aide d'émetteurs GPS dans le massif alpin,

Décide

Article 1 :

Les personnes listées à l'article 3 de la présente décision sont autorisées, aux conditions définies ci-après, à capturer, détenir, transporter et le cas échéant, équiper des individus de Lagopède alpin dans le cœur du parc national.

Ces manipulations sont réalisées exclusivement dans le cadre du programme ALCOTRA CCLIMATT (2017-2020).

Article 2 :

La présente autorisation est accordée pour la période allant du 15 avril 2018 au 31 octobre 2020 sur le secteur du Col de la Cayolle, communes d'Uvernet Fours (04) et d'Entraunes (06).

Article 3 :

La présente autorisation est accordée au bénéfice des personnes suivantes :

- MUFFAT JOLY Bertrand
- BELLEAU Eric
- SEBE Frédéric

Article 4 :

Les espèces ou groupes d'espèces autorisés à la capture et au marquage sont les suivantes:

- Lagopède alpin (*Lagopus muta* – Montin, 1776)

Article 5 :

Le matériel autorisé pour la capture et le marquage des spécimens est le suivant :

- filets à palombe marron ou transparent, maille 55 mm
- filet projeté (Net Gun)
- épuisette
- appelant artificiel et matériel audio portatif de repasse
- balise GPS

Article 6 :

Toute publication liée au projet devra porter la mention suivante : « étude réalisée avec l'autorisation du directeur du Parc national du Mercantour ».

Une copie papier et une version numérique de toute publication liée au projet devront être transmises au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour.

Article 7 :

Les bénéficiaires devront obligatoirement être accompagnés d'un agent du Parc national avant d'engager toute opération, notamment toute installation de dispositif de capture ou de leurres (visuels ou audio), et se conformer aux sujétions et indications spécifiques qui pourront lui être données dans le cadre de la présente décision.

Ces sujétions sont à la charge des bénéficiaires.

Article 8 :

Les bénéficiaires devront adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation du Parc national du Mercantour.

Ils devront observer un comportement discret et éviter de mener ses activités durant les jours de forte fréquentation touristique. Aux personnes le sollicitant en ce sens, les bénéficiaires devront expliquer l'objectif de ses activités, et préciser qu'elles sont dûment autorisées par le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour.

Article 9 :

La réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée de la présente autorisation.

La présente ne vaut pas dérogation à la réglementation sur les espèces protégées au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement et ne dispense pas de solliciter auprès de l'autorité compétente les éventuelles autorisations supplémentaires, correspondant à cette réglementation.

De même, elle n'exonère pas les bénéficiaires de solliciter toutes les autres autorisations requises, notamment auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Article 10 :

Les bénéficiaires devront présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou d'agents assermentés et commissionnés compétents en la matière.

A demande de ces derniers, les bénéficiaires sont tenus de soumettre leurs captures et données de capture à leur contrôle.

Article 11 :

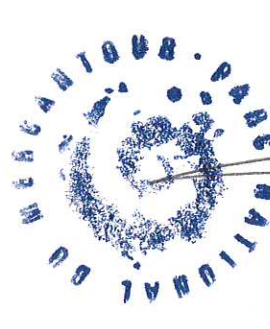
Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose les bénéficiaires à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 12 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 15 avril 2018

 Le Directeur du
Parc national du Mercantour
CHRISTOPHE VIRET